

Banques

## Credit Suisse : le rachat "incompréhensible" d'une banque "sulfureuse", juge Michel Santi

Par Pierre-Henri de Menthon le 24.03.2023 à 08h00

 Lecture 8 min.

ABONNÉS

**INTERVIEW - Le rachat de Credit Suisse par UBS interroge le secteur bancaire mondial. Cette fusion forcée ne laisse désormais plus qu'une seule grande banque dans la nation helvétique. Le gouvernement suisse pouvait-il faire autrement? Quelle est désormais la place de la Suisse sur la scène bancaire internationale? Michel Santi, économiste franco-suisse, ancien conseiller de plusieurs banques centrales et auteur d'un livre-enquête sur la Banque nationale suisse, nous livre son analyse.**



---

Le rachat de Credit suisse par UBS a été annoncé le 19 mars dernier, pour un montant de 3 milliards d'euros.

📷 ROMAIN DOUCELIN/SIPA

Le rachat de Credit Suisse par UBS le 19 mars dernier était la seule "solution réalisable" dans un court laps de temps. Lors d'une conférence de presse jeudi, le président de la banque centrale suisse a tenté de rassurer les investisseurs et les marchés. Si des questions de concurrence vont se poser après ce rachat, la priorité pour lui était de maintenir la stabilité du système financier.

---

LIRE AUSSI

### Credit Suisse/UBS : pourquoi la Suisse s'est résignée à créer un "monstre" bancaire

---

Beaucoup s'interrogent pourtant en Suisse quant à savoir pourquoi les autorités n'ont pas plutôt opté pour une vente à une banque étrangère ou une faillite ordonnée qui aurait laissé le temps de redresser les actifs sains de Credit Suisse et liquider les autres.

Michel Santi, économiste franco-suisse et ancien conseiller de plusieurs banques centrales, nous livre son analyse.

#### Challenges - Que pensez vous du sauvetage de la banque Credit Suisse?

**Michel Santi:** Ce sauvetage a été organisé à la hâte par une sorte de triumvirat ou de Directoire à la transparence fort douteuse, dans le but de renflouer une banque qui avait commis toutes sortes d'abus dans le passé et qui s'était impliquée dans des opérations spéculatives à outrance. Pour mémoire, voilà depuis une quinzaine d'années que le Credit Suisse paie des centaines de millions d'euros et de dollars d'amendes: près de 3 milliards de dollars pour évasion fiscale aux États-Unis depuis 2014, 5,5 milliards en 2021 pour exposition trop risquée au fond Archegos, 10 milliards en 2021 avec l'effondrement d'un autre produit appelé Greenville, non sans avoir plaidé coupable en 2022 pour avoir fraudé des investisseurs sur un prêt de 850 millions de dollars...

Bref, il est incompréhensible que la Confédération helvétique ait mené une opération si délicate en vue de sauver une banque à la réputation sulfureuse. Qui plus est à la hâte, car des erreurs graves dans leurs conséquences ont été commises dans le cadre de ce sauvetage. On peut citer par exemple la mise à l'écart des porteurs d'obligation dites "coco", contraints par ces mesures de sauvetage à une perte de 100%. Pourtant, ce serait en premier lieu aux actionnaires d'assumer les risques inhérents à leur prise de positions. Cette opération de sauvetage du Credit Suisse aura des répercussions à n'en pas douter sur le pays et sur les citoyens exotiques - ne serait-ce que du fait des multiples actions en justice qui auront inmanquablement lieu par les porteurs de ces obligations "coco".

---

## **UBS était-il le bon repreneur, sachant que l'américain BlackRock était aussi candidat?**

Il allait de soi qu'UBS serait privilégiée, car les Suisses peuvent ainsi se targuer d'avoir créé un mastodonte bancaire et financier. BlackRock ne pouvait être choisi et, ce, même si un de ses patrons est Philipp Hildebrand, ancien gouverneur de la Banque centrale suisse.

Mais au-delà même de cette mainmise d'UBS sur le Credit Suisse, les conséquences du point de vue du "moral hazard" seront d'une portée massive. En effet, UBS - qui je le rappelle avait été sauvée elle aussi de la faillite il y a une quinzaine d'années suite à ses déboires avec les autorités américaines - aura naturellement tendance à s'embourber dans des opérations à risque, voire dans des opérations à caractère délictueux. Et ce, d'autant plus qu'elle sait être désormais la seule grande banque helvétique. Quoi qu'il arrive, quoi qu'il en coûte, l'Etat Suisse sera derrière elle - ce n'était pas le cas il y a une dizaine d'années encore. Si UBS tangue, c'est la Suisse qui coule.

## **Quelles sont les conséquences de la disparition de cette banque pour la Suisse?**

Pour le citoyen helvétique moyen, qui n'ai pas suffisamment de fortune pour être dans une banque privée, elle restera sa banque cantonale et un établissement bien connu pour la cherté des services procurés, à savoir UBS.

Plus fondamentalement, la Suisse offre aujourd'hui un paysage bancaire bien triste. Elle a été un pays qui permettait à son consommateur d'avoir le choix de ses établissements, à l'époque où existaient encore la Société de Banque suisse, la Banque populaire suisse et d'autres banques nationales de première importance.

## **Après Swissair en 2001, c'est une autre institution qui disparaît. Peut-on encore faire confiance aux Suisses?**

Malheureusement, le temps de la fiabilité indiscutable des Suisses est révolu. Vous prenez l'exemple de Swissair, société prestigieuse et symbole de l'excellence suisse qui a fait faillite dans des conditions compliquées suite à une mauvaise gestion, avec comme coup de grâce l'accident du vol Swissair 111 en 1998. Cependant, les déboires de la Confédération helvétique ne se sont pas arrêtés là et l'image de marque du pays a été progressivement écornée par une série de maladroites et de banqueroutes. Le dernier en date, c'est le résultat calamiteux de la gestion désordonnée du franc suisse par sa Banque centrale: elle y a perdu plus de 130 milliards d'euros sur la seule année 2022 du fait de prises de position extraordinairement spéculatives et risquées.

Faire confiance à la Suisse est une question opportune. Une certitude: le peuple suisse est responsable et digne de confiance, même s'il est étrange que dans de telles circonstances, entre le sauvetage du Credit Suisse et le peu de transparence de sa banque centrale, il ne soit aucunement consulté. Ce pays se targue pourtant d'être celui de la démocratie directe.

**Avec BNS: rien ne va plus, vous publiez un essai à charge sur la Banque nationale suisse. Que lui reprochez-vous?**

---

J'ai été choqué en apprenant que la Banque nationale suisse – une Banque centrale qui compte au niveau mondial – avait perdu 130 milliards de francs suisses sur l'année 2022. J'ai donc voulu en savoir plus. Dans le cadre de mon enquête, j'ai dû aller trouver des réponses aux États-Unis, car la banque centrale du pays de la démocratie directe ne publie qu'une ligne à son bilan pour expliquer cette perte. C'est même sur le site du régulateur américain – la SEC – que j'ai trouvé plus de détails. En effet, les institutionnels qui investissent sur la bourse américaine sont tenus de remplir trimestriellement un récapitulatif de leurs positions qu'ils remettent au régulateur américain. Résultat: sous prétexte de défendre le niveau de sa monnaie, la Banque nationale suisse a acheté massivement des dollars qu'elle a ensuite recyclés en direction du Nasdaq.

J'ai aussi découvert que la BNS nourrissait une opacité relativement scandaleuse. Par exemple, les réunions du Comité fédéral d'open market (FOMC) de la Fed aux États-Unis réunissent parfois une centaine de personnes. Les comités directeurs de la Banque centrale européenne réunissent, eux, au minimum une dizaine de personnes. Et la Banque nationale suisse est, elle, dirigée par ce que l'on appelle une Direction générale qui ne compte que... trois personnes! Voilà donc trois personnages décidant de l'intégralité de la politique monétaire d'une banque centrale majeure et qui ne s'estiment même pas tenus de justifier par le détail d'in vraisemblables pertes.

### **La BCE a dû intervenir dans le règlement de la crise actuelle. Est-ce la fin de l'indépendance et de la neutralité de la Suisse?**

Non, car la Banque centrale européenne intervient depuis plusieurs années, de manière plus ou moins feutrée, dans la gestion de la BNS. Je vous rappelle la crise des dettes souveraines en Europe à partir de 2009-2010 qui a également été le démarrage de l'ascension du franc suisse, considéré comme valeur refuge. A cette époque, un euro valait environ 1,60 franc suisse. La ruée vers le franc suisse a fait doubler sa valeur en quelques années jusqu'à atteindre 0,80.

---

LIRE AUSSI

**Après SVB et le Credit Suisse, le système bancaire subit un test de confiance**

---

---

Dans le cadre de ses interventions pour enrayer la hausse de sa monnaie, la Banque nationale suisse avait commencé par acheter des euros qu'elle destinait à l'époque intégralement l'achat des Bunds allemands, soit des obligations d'État allemands. A l'époque, les marchés ne raisonnaient qu'en fonction de ce qu'on appelait alors le "spread", c'est-à-dire le différentiel entre le rendement des obligations allemandes, la référence absolue, et les rendements des obligations italiennes, espagnoles, irlandaises, grecques... En achetant et en canalisant ces milliards d'euros exclusivement à destination des Bunds allemands, la BNS ne faisait ainsi qu'exacerber ces spreads et participait donc indirectement à l'aggravation de la crise européenne. Jusqu'à ce que la Banque centrale européenne ne la prie fermement d'interrompre ses acquisitions d'euros. C'est à partir de ce moment qu'elle a commencé à privilégier le dollar pour ces ventes de francs suisses et accessoirement ses placements fous lui ayant coûté des centaines de milliards...

**Article réservé aux abonnés, connectez-vous ou abonnez-vous pour lire la suite.**

 COMMENTER

---

UBS

---

**Challenge**<sup>s</sup>  
L'économie de demain est l'affaire de tous

© Challenges - Les contenus, marques, ou logos du site challenges.fr sont soumis à la protection de la propriété intellectuelle.

Audience certifiée par